



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Hainaut

MARCHE N°599/03/2024

**MISSION D'ETUDES DE PROGRAMMATION ET D'ASSISTANCE A
MAITRISE D'OUVRAGE POUR LE PROJET DE NOUVEAU SIEGE
DE LA CPAM DU HAINAUT**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE - MAPA

(Conclu en vertu des articles L 2123-1, R 2123-1-1° du Code de la Commande Publique)

ACHETEUR / MAITRE D'OUVRAGE

Caisse de Primaire d'Assurance Maladie (CPAM) du Hainaut

63, rue du Rempart – CS 60499
59321 VALENCIENNES Cedex

L'Acheteur est représenté par :

**Madame la Directrice de la CPAM du Hainaut
Mme LIEKENS Ghislaine**

SOMMAIRE

PARTIE I : GENERALITES	4
-------------------------------------	----------

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES.....	4
--	----------

1.1 Objet du marché	4
1.2 Forme du marché	4
1.3 Décomposition en lots/tranche	4
1.4 Durée du marché	5
1.5 Forme des notifications/informations et ordre de service	5
1.6 Maître d'ouvrage	6
1.7 Titulaire du marché	6
1.8 Marché similaire	6

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	7
---	----------

2.1 Pièces particulières	7
2.2 Pièces générales	7

ARTICLE 3 – PRESENTATION ET CONTEXTE DU PROJET	7
---	----------

3.1 Missions et contexte du projet	7
3.2 La communication interne	7

PARTIE II – CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
---	----------

ARTICLE 4 – REPRESENTATION DES PARTIES	8
---	----------

4.1 Représentation de l'Acheteur	8
4.2 Représentation du Titulaire	8

ARTICLE 5 – OBJECTIFS ET ORGANISATION DE LA MISSION	8
--	----------

5-1 Objectifs à atteindre	8
5-2 Méthodologie	9
5-3 Anonymat	9
5-4 Recueil des besoins	9
5-5 Réunions de travail et de restitution	9

ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES PHASES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES	10
---	-----------

6.1 Lancement de la mission d'études	10
6.2 Tranches Fermes	10
6.3 Tranches optionnelles	10
6.4 Prestations supplémentaires	10

ARTICLE 7 - PRESENTATION DES DOCUMENTS D'ETUDES	11
--	-----------

ARTICLE 8 – DELAIS ET PENALITES	11
--	-----------

8.1 Délai d'exécution des prestations	11
8.2 Compte-rendu de réunion	12

ARTICLE 9 – VERIFICATION/ADMISSION DES PRESTATIONS	12
---	-----------

ARTICLE 10 – DEVELOPPEMENT DURABLE	13
---	-----------

10.1 Clause sociale	13
10.2 Clause environnementale	13

ARTICLE 11 – PROPRIETE INTELLECTUELLE - UTILISATION DES RESULTATS	13
--	-----------

ARTICLE 12 – SOUS TRAITANCE	14
--	-----------

PARTIE III : CONDITIONS FINANCIERES.....	14
---	-----------

ARTICLE 13 – PRIX.....	14
13.1 Forme du prix.....	14
13.2 Contenu des prix.....	14
13.3 Mois d'établissement du prix du marché	15
13.4 Modalités d'actualisation du prix.....	15

ARTICLE 14 – REGLEMENT DES PRESTATIONS	15
14.1 Avance.....	15
14.2 Cautionnement et Retenue de garantie.....	16
14.3 Acomptes – Rémunération des prestations supplémentaires	16
14.4 Remise des demandes de paiement.....	16

PARTIE IV – SUSPENSION - RESILIATION DU MARCHE – RESPONSABILITES – ASSURANCES - DEROGATIONS AU CCAG PI	18
---	-----------

ARTICLE 15 – SUSPENSION - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	18
15.1 Arrêt de l'exécution des prestations	18
15.2 Suspension des prestations.....	18

ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE	18
16.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage	18
16.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers	18
16.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché ou liés au marché.....	18
16.4 Exécution au frais et risques du titulaire.....	19

ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE – MESURE DE SECURITE	19
--	-----------

ARTICLE 18 – MODIFICATION DU MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN	20
---	-----------

ARTICLE 19 – OBLIGATION DE CONSEIL	21
---	-----------

ARTICLE 20 – ASSURANCES	21
--------------------------------------	-----------

ARTICLE 21 – DOCUMENTS ADMINISTRATIFS	21
--	-----------

ARTICLE 22 – DOCUMENTS A RETOURNER A L'ACHETEUR	22
--	-----------

ARTICLE 23 – SAISIE ARRET	22
--	-----------

ARTICLE 24 - REGLEMENT DES LITIGES.....	22
--	-----------

ARTICLE 25 - DEROGATIONS AU CCAG-PI	23
--	-----------

PARTIE I : GENERALITES

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

L'objet du marché concerne une consultation de missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage permettant l'accompagnement de la CPAM du HAINAUT dans le cadre du projet phare de son Schéma Directeur Immobilier 2023-2027 : le projet du futur siège de la CPAM du HAINAUT.

Il a pour objet la passation de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage qui porteront sur des besoins d'accompagnement et de conseils de la CPAM du HAINAUT en qualité de Maître d'Ouvrage, dans les domaines suivants :

- Accompagnement au changement
- Programmation

A titre indicatif, le montant estimé pour la réalisation de l'opération est fixé à 20 millions d'euros TDC. Le budget estimé pour la mission AMO/Programmist est de 80 000 € HT.

Le marché est un marché de prestations intellectuelles en référence du CCAG PI.

Le marché ne comporte pas d'options. Les variantes sont interdites

1.2 Forme du marché

Le présent marché est lancé sous la forme d'une procédure adaptée conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et des articles L 2123-1, R 2123-1 1° du code de la commande publique.

1.3 Décomposition en lots/tranche

La mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage n'est pas allotie et constitue un lot unique. En effet, conformément à l'article L2113-10 du code de la commande publique, l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

En application de l'article R2113-4 du code de la commande publique, il est prévu une décomposition en tranche comme suit

Tranche(s)	Désignation
<u>Tranche Ferme</u>	Phase A – Accompagnement au changement : Cadrage et définition du plan d'action Phase B – Accompagnement au changement : Mise en œuvre des actions visant à alimenter le programme Phase C - Programmation : Recueil des besoins et pré-programme Phase D - Programmation : Programme fonctionnel
<u>Tranche Optionnelle</u>	Phase E – Accompagnement au changement : Mise en œuvre des actions non nécessaires au programme

Les missions relatives à chaque phase sont détaillées dans le programme technique.

1.3.1 Modalités d'affermissement des tranches optionnelles

L'acheteur se réserve la possibilité d'affermir ou de renoncer à l'affermissement des tranches optionnelles. En cas d'affermissement, chaque partie est automatiquement engagée sur les prestations à fournir et décrites au CCP du présent marché.

L'exécution de chaque tranche optionnelle est subordonnée à la délivrance d'un ordre de service du maître d'ouvrage notifié à l'AMO/Programmist, accordant un délai minimal de 15 jours calendaires entre la notification et le démarrage des prestations objet de la tranche optionnelle.

Cet ordre de service est notifié à l'AMO/Programmist dans un délai maximum de 3 mois à compter de la validation de la phase D.

Les décisions de non-affermissement ou de report d'exécution d'une tranche optionnelle sont notifiées à l'AMO/Programmist par ordre de service.

L'AMO/Programmist ne peut prétendre à aucune indemnité de dédit si l'exécution des tranches optionnelles n'est pas notifiée dans les délais précités ou abandonnée par le maître d'ouvrage

1.4 Durée du marché

1.4.1 Durée du marché

En application l'article 13.1 du CCAG PI, le présent marché prend effet à compter de sa date de notification.

La durée du marché se confond avec les délais d'exécution définis au présent marché.

1.4.2 Durée d'exécution des tranches

TRANCHES	DUREE
Tranche Ferme : Phases A à D	9 mois
Tranche optionnelle : Phase E	5 mois

A titre indicatif, le démarrage de l'intervention est prévu pour le 4^{ème} trimestre 2024

Pour chaque tranche, un ordre de service est réalisé pour chaque phase. Le point de départ de ces délais est indiqué à l'article 8 du présent CCP.

1.5 Forme des notifications/informations et ordre de service

1.5.1 Forme des notifications et informations au titulaire

Pendant l'exécution des prestations, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

En complément de l'article 3.1.1 du CCAG PI, celles-ci seront gérées en fonction du type de document, via les canaux de communication suivants :

TYPE DE DOCUMENT	CANAL DE COMMUNICATION
Modification du marché Acte de sous-traitance Plannings, Ordres de service, Échanges courriels, Mise en demeure Les décomptes de pénalités Documents et livrable attendus	Via plateforme dématérialisée PLACE Via messagerie électronique avec accusé de réception Pour la transmission de fichiers volumineux, celui sera effectué via BlueFiles
Acompte – Paiement de chaque phase Factures	Via Chorus Pro

Lorsque la notification est effectuée par le biais de ces différents canaux de communication, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document, à l'issue de ce délai.

1.5.2 Ordre de service

L'ordre de service est la décision de l'acheteur qui précise les modalités d'exécution des prestations prévues au marché.

En complément des dispositions de l'article 3.8 du CCAG PI, les ordres de service sont notifiés par l'Acheteur au titulaire selon les canaux d'information repris-ci-dessus.

Les ordres de services mentionnent :

- la référence du marché,
- la ou les prestations concernées (tranche, phase ou prestations supplémentaires)
- le point de départ des prestations
- le délai d'exécution des prestations.

1.6 Maître d'ouvrage

Le Maître d'ouvrage est la CPAM du HAINAUT.

L'autorité représentant l'Acheteur est la Directrice de la CPAM du HAINAUT

1.7 Titulaire du marché

Les caractéristiques du titulaire du marché désigné dans le présent CCP sous le nom "l'assistant à maîtrise d'ouvrage/programmiste (AMO/Programmist)" sont précisées à l'article 1 de l'acte d'engagement, étant entendu que le mandataire d'un groupement de prestataires est obligatoirement solidaire des autres membres du groupement.

1.8 Marché similaire

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par l'AMO/Programmist de ce présent marché dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans ce marché. En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché

ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1 Pièces particulières

- L'acte d'engagement et les annexes du titulaire acceptés par l'Acheteur :
 - . Annexe 1 : annexe financière (DGPF/BPU)
 - . Annexe 2 : délais d'exécution
 - . Annexe 3 : mémoire technique
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCP);
- Le programme technique,
- Effectifs et organigrammes de la CPAM du HAINAUT
- L'ensemble des documents et informations pris en compte au titre de l'analyse des offres, qu'il s'agisse des documents financiers ou de l'offre technique ou méthodologique du titulaire
- Le planning d'études/phases
- Les actes spéciaux de sous-traitance, les clauses de réexamen et les éventuels actes modificatifs postérieurs à la notification du marché.

2.2 Pièces générales

- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG – PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ; exception faite des dérogations indiquées à l'article 25 ci-après.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- Le code de la commande publique.
- L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

La présente liste n'est pas exhaustive. Le Titulaire de par sa qualité de professionnel est seul responsable de l'application de la réglementation en vigueur et de celle qui deviendrait applicable au cours du présent accord-cadre.

Toute clause, portée dans tous documents présentés lors de la remise, des offres (*autres documents à valeur contractuelle*) est réputée non écrite et est contraire aux dispositions des pièces susvisées

ARTICLE 3 – PRESENTATION ET CONTEXTE DU PROJET

3.1 Missions et contexte du projet

Les missions et contexte du projet sont détaillés dans le programme technique.

3.2 La communication interne

Tout au long de la prestation, la CPAM du HAINAUT entend favoriser une démarche participative et transparente.

Des informations périodiques seront donc (après validation de la Direction) à réaliser par le titulaire, en collaboration avec le service Communication de la CPAM du HAINAUT auprès du personnel.

Les modalités de communication (supports, contenus, périodicités...) seront celles qui ont été présentées dans le mémoire technique accompagnant l'offre.

Toute diffusion d'information concernant l'opération immobilière devra avoir reçu préalablement l'accord de la Directrice de la CPAM du HAINAUT quant à sa forme et son contenu.

PARTIE II – CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 4 – REPRESENTATION DES PARTIES

4.1 Représentation de l'Acheteur

Dans le cadre de son opération immobilière, la CPAM du HAINAUT, Maître d'Ouvrage, désignera : un Comité de pilotage de l'opération.

Ce comité de pilotage de l'opération a un rôle décisionnaire. Il devra notamment s'assurer de :

- La définition et du suivi des grandes étapes et échéances associées,
- La tenue du projet et son lien avec les objectifs initiaux,
- La validation des phases et des livrables associés
-

La gouvernance et conduite du projet mis en place par la CPAM du HAINAUT est détaillée à l'article 3 du programme technique

4.2 Représentation du Titulaire

L'AMO/Programmist désignera ses collaborateurs concourant aux études en présentant leur curriculum dans le mémoire justificatif. Si, en cours de marché, l'AMO/Programmist décide de remplacer ses collaborateurs, il soumet à l'acceptation du maître d'ouvrage les nouveaux collaborateurs en lui précisant leurs références. Le maître d'ouvrage peut également récuser directement certains collaborateurs ; dans ce cas l'amo/programmist s'engage à remplacer les collaborateurs recusés.

Le Titulaire réalisera sa mission dans le respect de règles déontologiques fortes, il ne pourra à aucun moment se voir confier des missions de maîtrise d'œuvre.

ARTICLE 5 – OBJECTIFS ET ORGANISATION DE LA MISSION

5-1 Objectifs à atteindre

Le titulaire, en concertation permanente avec les services de la CPAM du HAINAUT veillera durant toute la durée de sa prestation à ce que ses analyses et propositions soient et restent en phase avec :

- Les objectifs initiaux définis par le maître d'ouvrage
- L'enveloppe budgétaire globale « Toutes Dépenses Comprises » allouée à l'investissement,

Le document final « programme », remis par le titulaire au terme de la tranche ferme de sa mission, devra contenir :

- La définition précise du programme de l'opération immobilière (en complément du programme technique)
- La proposition d'un macro planning de l'opération.

5-2 Méthodologie

Le titulaire présentera la méthodologie qu'il envisage de mettre en œuvre.

La durée d'intervention estimée par le titulaire devra être détaillée précisément par phase dans sa note méthodologique et sur le tableau de décomposition du temps et du prix.

Il appartient à l'AMO/Programmist de mettre en place tous les moyens nécessaires à la parfaite exécution de sa mission, en prenant en compte l'organisation mise en place par le maître d'ouvrage.

Chacune des phases qui composent la mission du titulaire se clôturera par la proposition d'un document « provisoire » présentant les résultats de ses analyses et ses préconisations. Ces documents devront obtenir l'aval du maître d'ouvrage pour devenir « définitif ». Ce n'est qu'une fois cette validation obtenue que la phase sera considérée comme terminée et qu'il sera possible au titulaire d'entamer la phase suivante.

La mission intègre la prise en compte des observations formulées par l'ensemble des instances décisionnelles de la maîtrise d'ouvrage définit dans le programme technique, chaque fois que cela est nécessaire.

Tout document définitif rédigé par le titulaire sera soumis à la validation formelle de l'Equipe Projet et du Comité de pilotage

5-3 Anonymat

La restitution des interviews, des analyses (qui porteront notamment sur les fonctionnements intra et inter services ou inter organismes) et des recherches de toute nature, seront strictement anonymes. Toute recherche de responsabilité individuelle ou collective sera exclue.

5-4 Recueil des besoins

Les modalités des questionnements ayant donné lieu préalablement à validation par la maîtrise d'ouvrage, le titulaire réalisera le recueil des besoins, souhaits, exigences et contraintes auprès des différents intervenants.

L'activité de la **CPAM du HAINAUT** est organisée sous la forme de **6 directions** (détaillées par départements et par service dans les organigrammes joints au dossier. Dans le cadre de cette organisation, le titulaire sera amené à minima à rencontrer (en entretiens individuels ou entretiens de groupe de cadres & collaborateurs d'un service) :

- La Directrice
- Les **5** autres agents de Direction
- Une représentation de l'encadrement et / ou du personnel des services

A la demande du titulaire ou de la CPAM du HAINAUT des entretiens supplémentaires pourront être organisés.

5-5 Réunions de travail et de restitution

Des réunions de travail et de présentation de l'avancement de la mission seront périodiquement tenues en présence du Titulaire et de l'Equipe Projet et / ou du Comité de Pilotage,

- En début de mission (réunion de présentation)
- Pour la Tranche ferme : au cours de chacune des 4 phases (A à D)
- Pour la Tranche optionnelle : au cours de la phase E
- A l'issue de chaque phase, pour la validation des rapports et livrables fournis

En cas de besoin, de l'une des parties, et après accord de (la CPAM du HAINAUT), l'organisation justifiée, de réunions supplémentaires pourra être envisagée. Le cas échéant, celles-ci seront facturées sur la base du prix unitaire HT figurant en annexe 1 de l'acte d'engagement (point II-BPU).

Tout au long de la mission, les livrables devront être facilement appréhendables par les acteurs du projet.

ARTICLE 6 – DESCRIPTION DES PHASES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES

6.1 Lancement de la mission d'études

Dans l'objectif de permettre au titulaire de s'imprégner des volontés de la CPAM DU HAINAUT et de définir précisément les limites de sa prestation, la mission du titulaire débutera par une 1^{ère} journée de réunion dans les locaux du maître d'ouvrage au cours de laquelle seront présentés et validés :

- Les équipes de la maîtrise d'ouvrage (Equipe Projet, Comité de pilotage) et les modes de fonctionnement envisagés
- Les objectifs définis par la Direction de la CPAM du HAINAUT
- La méthode générale de travail proposée par le titulaire
- Le planning général envisagé
- Les supports qu'il utilisera
- L'organisation des échanges de données et documents entre le titulaire et le maître d'ouvrage
- La méthodologie utilisée pour le recueil des données (étude des documents ; interviews des collaborateurs, cadres et agents de direction ; enquêtes et questionnaires envisagés, etc.)
- L'organisation des prises de rendez vous
- La méthodologie d'analyse des données recueillies
- Les trames des comptes rendus intermédiaires et des rapports de fin de phase
- etc...

Ces méthodologies et supports de travail utilisés par le titulaire devront recevoir l'aval du Comité de pilotage avant toute présentation et mise en œuvre.

Le maître d'ouvrage se tiendra à sa disposition pour lui remettre tout autre document nécessaire au bon déroulement de sa mission (organigramme, effectifs actuels et prévisionnels par services, etc.) et organiser tout entretien et prise de rendez-vous.

6.2 Tranches Fermes

- Phase A : Accompagnement au changement : Cadrage et définition du plan d'action
- Phase B : Accompagnement au changement : Mise en œuvre des actions visant à alimenter le programme
- Phase C : Programmation : Recueil des besoins et pré-programme
- Phase D : Programmation : Programme fonctionnel

6.3 Tranches optionnelles

- Phase E : Accompagnement au changement : Mise en œuvre des actions non nécessaires au programme

La description ainsi que les éléments attendus pour les différentes phases de la Tranche Ferme et Optionnelle sont mentionnés à l'article 5.3 du programme technique.

6.4 Prestations supplémentaires

En application de l'article 23.1 du CCAG PI, l'acheteur peut prescrire au titulaire, pendant l'exécution du marché par ordre de service des prestations supplémentaires prévues au BPU.

Pour toutes prestations non prévues au BPU, il sera fait application des articles 23.2 à 23.4 du CCAG PI.

Le point de départ et les délais d'exécution de ces prestations, sont définis conjointement entre le titulaire et le maître d'ouvrage.

ARTICLE 7 - PRESENTATION DES DOCUMENTS D'ETUDES

Par dérogation à l'article 28.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le Maître d'ouvrage de la date à laquelle les documents d'études lui seront présentés.

Les documents attendus pour chaque phase sont remis par l'AMO/Programmist au Maître d'ouvrage pour vérification et réception.

L'ensemble des documents devra être transmis sous format dématérialisé.

Les échanges de communications courantes se feront par courriel mais dans le cas de transmission de documents volumineux, l'envoi des documents se fera par BLUEFILES.

Conformément à l'article 21.2 du CCAG-PI, les études sont accompagnées d'un état dressé pour chaque destinataire et comportant notamment :

- la date d'expédition ;
- la référence à la commande ou au marché ;
- l'identification du titulaire.
- l'identification de ce qui est livré.

ARTICLE 8 – DELAIS ET PENALITES

8.1 Délai d'exécution des prestations

Les délais d'exécution relatifs aux prestations et livrables attendus pour chaque phase/tranche sont ceux indiqués par le titulaire dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

Le point de départ de ces délais est fixé comme suit :

TRANCHES/PHASES	POINT DE DEPARTS DES DELAIS
TRANCHES FERMES – 9 mois (hors délais de validation du maître d'ouvrage)	
Phase A – Accompagnement au changement : Cadrage et définition du plan d'action	à réception par le titulaire de l'ordre de service émis par le représentant de l'Acheteur.
Phase B – Accompagnement au changement : Mise en œuvre des actions visant à alimenter le programme	à compter de la réception de l'ordre de service de validation de la phase A
Phase C - Programmation : Recueil des besoins et préprogramme	à compter de la réception de l'ordre de service de démarrage de la phase A
Phase D - Programmation : Programme fonctionnel	Dans les 2 mois suivant la réception de l'ordre de service de validation de la phase C
TRANCHE OPTIONNELLE – 5 mois (hors délais de validation du maître d'ouvrage)	
Phase E - Accompagnement au changement : Mise en œuvre des actions non nécessaires au programme	dans les 15 jours calendaires suivant la réception de l'ordre de service d'affermissement de la tranche

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par l'Acheteur dans les conditions fixées à l'article 13.3 du C.C.A.G. PI.

Le maître d'ouvrage **refusera** tout document d'étude :

- S'il est incomplet
- S'il n'est pas transmis par courriel ou contre récépissé en réunion.

Dans ces cas, les pénalités de retard seront appliquées par le maître d'ouvrage à compter du prononcé de la réception du document d'étude précédent.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, en cas de retard dans la présentation de ces livrables, le titulaire subit sur ses créances des pénalités fixées, par jour de retard, à 1/50e du montant de l'acompte correspondant à la phase concernée.

Par dérogation aux articles 14.1.2 du CCAG-PI, les pénalités ci-dessus s'appliqueront quel qu'en soit le montant.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du C.C.A.G.-PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total est inférieur à 1 000,00 € H.T.

Pour le décompte des pénalités, il est pris en compte l'écart entre la date limite de remise des documents et la date de remise effective du document.

Sur demande du titulaire, après accord du représentant de l'Acheteur, les pénalités appliquées s'effacent en cas de rattrapage des délais.

8.2 Compte-rendu de réunion

Chaque réunion fait l'objet d'un compte-rendu établi par l'Amo/Programmist dans un délai de 2 jours ouvrés suivant la réunion.

En cas de non-respect de ces délais, une pénalité forfaitaire de 30 € sera appliquée par jour ouvré de retard.

ARTICLE 9 – VERIFICATION/ADMISSION DES PRESTATIONS

Pour se prononcer sur les prestations et documents visés pour chaque phase à l'annexe 2 de l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage dispose des délais suivants :

TRANCHES FERMES – 9 mois (hors délais de validation du maître d'ouvrage)	
Phase A – Accompagnement au changement : Cadrage et définition du plan d'action	2 à 4 semaines
Phase B – Accompagnement au changement : Mise en œuvre des actions visant à alimenter le programme	2 à 4 semaines
Phase C - Programmation : Recueil des besoins et préprogramme	2 à 4 semaines
Phase D - Programmation : Programme fonctionnel	2 à 4 semaines
TRANCHE OPTIONNELLE – 5 mois (hors délais de validation du maître d'ouvrage)	
Phase E - Accompagnement au changement : Mise en œuvre des actions non nécessaires au programme	2 à 4 semaines

Par dérogation à l'article 28.3 du CCAG PI, le point de départ pour les opérations de vérification est la réception du livrable par le maître d'ouvrage.

Le Maître d'ouvrage examine et donne son accord sur chaque phase. Si son acceptation est assortie d'observations et de remarques, le titulaire doit :

- tenir compte de ces observations dans l'élaboration du programme
- remettre dans un délai de 10 jours ouvrables les dossiers rectifiés.

En cas de non-respect de ce délai, les pénalités déterminées à l'article 8.1 seront appliquées.

L'admission des prestations sera notifiée à l'AMO/PROGRAMMISTE par ordre de service

ARTICLE 10 – DEVELOPPEMENT DURABLE

10.1 Clause sociale

Par dérogation à l'article 16.1 du CCAG PI, ce marché ne comporte pas de clause sociale

10.2 Clause environnementale

Conformément à l'article 16.2 du CCAG PI, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable à savoir :

- pour les documents attendus : le titulaire privilégiera la dématérialisation des documents. Si des exemplaires papiers sont demandés par l'Acheteur, les impressions seront à réaliser sur des supports respectueux de l'environnement (papier recyclé, éco labellisé, norme NF)
- une organisation et une optimisation des déplacements professionnels pendant l'exécution du marché

ARTICLE 11 – PROPRIETE INTELLECTUELLE - UTILISATION DES RESULTATS

Il fait application du chapitre 6 du CCAG-PI comprenant les articles 32 à 35, définissant les résultats, et le régime applicable aux connaissances et aux résultats découlant du marché.

A ce titre, le présent article rappelle le régime d'utilisation des résultats dans le cadre de la consultation.

Le maître d'ouvrage peut librement publier les résultats sous réserve des éventuelles obligations de confidentialité et cette publication ne constitue pas une divulgation au sens du droit de la propriété industrielle.

Les données générées dans le cadre du présent marché sont confidentielles et appartiennent exclusivement au maître d'ouvrage.

Les résultats finaux ne peuvent pas faire l'objet d'une exploitation à titre commercial par le titulaire. Si ce dernier souhaite communiquer les résultats à tout autre tiers au marché (hors obligation légale de transmission des documents auquel il est soumis), celui-ci doit préalablement en informer le maître d'ouvrage et obtenir son accord express.

Le maître d'ouvrage dispose du droit d'utiliser les résultats pour les besoins découlant de l'objet du marché. Les résultats finaux sont à titre exclusif pour le maître d'ouvrage (sauf en cas d'autres obligations légales) sur la durée du marché, et pour la France y compris la publication sur Internet en vue de la conclusion d'un marché nécessaire à la bonne réalisation de toutes opérations de travaux lancés par l'organisme.

Les modes d'exploitation de ces résultats sont principalement les suivants :

- Choix d'une stratégie immobilière ou mobilière, aide à la prise de décisions.
- Aides aux études réalisées par un Maître d'œuvre dans le cadre d'une opération immobilière menée par le maître d'ouvrage.

L'AMO/Programmist est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.

L'AMO/Programmist s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

ARTICLE 12 – SOUS TRAITANCE

Conformément à la loi n° 75-1134 du 31/12/1975 modifiée, l'AMO/Programmist peut, dans les conditions aux articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la Commande Publique, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de la CPAM du HAINAUT l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les conditions de l'exercice de cette sous-traitance sont définies à l'article 3.6 du CCAG PI.

Toutes les clauses du marché s'imposent aux sous-traitants qui y seront soumis aux mêmes conditions et termes que le titulaire. Dans tous les cas, le titulaire principal demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées vis-à-vis de la CPAM du HAINAUT.

Le titulaire souhaitant sous-traiter une partie des prestations objet du marché devra immédiatement en informer l'Acheteur et fournir l'imprimé DC4 (téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) ainsi que les pièces nécessaires au contrôle des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant.

En vertu de l'article L 8271-1-1 du Code du travail, créé par la loi n° 2011-672 du 16/06/2011 relative à l'immigration, à l'intégration et à la nationalité, la méconnaissance de l'obligation de déclaration du sous-traitant par le titulaire est passible d'une amende de 7 500 Euros (contravention de 5ème classe applicable aux personnes morales).

PARTIE III : CONDITIONS FINANCIERES

ARTICLE 13 – PRIX

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le marché sont exprimés hors T.V.A.

13.1 Forme du prix

Les prestations sont réglées par application des prix indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement (fichier AE-Annexe1-AF.xls). Le marché est à prix mixte. Les prestations seront traitées :

- A prix global et forfaitaire par phase et par tranche pour les prestations détaillées dans la DPGF.
- A prix unitaire forfaitaire pour les prestations figurant dans le BPU.

Ces prix sont fermes et actualisables selon les modalités fixées à l'article 13.4 ci-après.

13.2 Contenu des prix

Les prix du marché sont réputés comprendre

- L'ensemble des frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration.
- toutes les charges fiscales, parafiscales et autres inhérentes à la prestation demandée, tous les frais généraux, les droits de propriétés intellectuelles, et autres, ainsi que d'assurances contre les risques divers pouvant survenir du fait ou à l'occasion de l'exécution, d'une prestation, de sorte qu'aucun supplément, de quelque nature que ce soit, ne puisse s'y ajouter:

13.3 Mois d'établissement du prix du marché

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois m0 (Mo Etudes), correspondant par dérogation à l'article 10.2.4 du CCAG PI, au mois précédent celui :

- de la date limite de remise des offres (soit le mois septembre)
- de la date limite de remise des offres finales en cas de négociation

13.4 Modalités d'actualisation du prix

En application de l'article 10.1.1 du CCAG-PI, les prix sont fermes, définitifs et actualisable par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule suivante :

$$C_n = I(d-3)/I_0$$

Dans laquelle I₀ et I_{d-3} sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois d-3 par l'index de référence I, sous réserve que le mois d du début du délai contractuel d'exécution des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, est l'index **ING Ingénierie**.

ARTICLE 14 – REGLEMENT DES PRESTATIONS

14.1 Avance

En application des articles R 2191-3 à R 2191-7, l'acheteur peut accorder au titulaire ou au sous-traitant lorsque le montant du marché (ou de la tranche affermie) est d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois.

- Si la durée du marché est inférieure à 12 mois : 5 % du montant initial TTC du marché ou de la tranche ;
- Si la durée du marché est supérieure à 12 mois : entre 5% et 30% d'une somme égale à 12 fois le montant initial du marché divisé par le nombre de mois du marché ;
- Taux spécifique PME : 30 %.

Pour ce présent marché, c'est l'option B du CCAG qui s'applique au titre de l'avance.

L'acheteur peut en conditionner le versement à la constitution d'une garantie à première demande. Cette garantie peut porter sur tout ou partie de l'avance. La constitution de cette garantie ne peut toutefois être exigée des personnes publiques titulaires d'un marché (Article R 2191-8 et R 2391-5 du Code de la Commande Publique).

Dans le silence du marché, le remboursement de l'avance s'impute (article R 2191-11 al 2) :

Pour les avances inférieures ou égales à 30 % du montant toutes taxes comprises du marché, sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées atteint 65 % du montant toutes taxes comprises du marché.

Lorsque l'accord-cadre exécuté par l'émission de bons de commande ne prévoit pas de montant minimum, l'avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois (Article R 2191-16 du Code de la Commande Publique).

L'avance est intégralement remboursée lorsque le montant toutes taxes comprises des prestations exécutées atteint le montant de l'avance accordée (nouvel alinéa de l'article R 2191-19 issu du décret).

14.2 Cautionnement et Retenue de garantie

Le présent marché est dispensé de cautionnement et de retenue de garantie.

14.3 Acomptes – Rémunération des prestations supplémentaires

14.3.1 Rémunération de chaque phase- acompte

L'opération de travaux est inscrite sur le plan immobilier de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie.

- Dans ce cadre, chaque phase achevée fait l'objet d'une validation du maître d'ouvrage-

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes périodiques versés à la fin de chaque phase, après achèvement total et acceptation de chaque phase par le maître d'ouvrage par ordre de service.

14.3.2 Rémunération des prestations supplémentaires

- En ce qui concerne les prestations supplémentaires, celles-ci seront réglées à terme échu sur présentations des factures établies après la réalisation et validation des prestations demandées par le maître d'ouvrage.

14.4 Remise des demandes de paiement

L'AMO/Programmist doit transmettre les demandes de paiements par le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr>

Aux fins de, soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures.

Préalables techniques et réglementaires : Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003> <https://communautechoruspro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> /rubrique « nous contacter »

Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

Ainsi le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil :

- le numéro de SIRET de la CPAM du Hainaut en tant que destinataire de la facture : **517 614 939 000 18**
- le code service qui identifie le service destinataire : **MOA EXPERTS IMMO**
- le numéro d'engagement : **numéro de marché**

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation de ce dispositif, le titulaire pourra consulter :

- le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>
- l'aide en ligne du portail Chorus Pro.

Par application de l'article 11.2 du CCAG-PI, le règlement des demandes de paiement du marché se fait, pour chaque phase, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant, produit par l'AMO/Programmist.

Conformément aux articles 11.3 à 11.5 du CCAG PI. La demande de paiement est datée et mentionne les références du marché ainsi que, selon le cas :

- Le montant des prestations réalisées admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections fixées conformément à l'article 29.3 du CCAG-PI ;
- Le taux de TVA et le montant, le montant total TTC
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC ;
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- Le numéro d'engagement du titulaire, des cotraitants et éventuels sous-traitants à renseigner dans le portail public de facturation.

14.5 Délais de paiement

Le délai de paiement est fixé à 30 jours, à compter de la date de réception des factures conformément aux articles R.2192-10 et R.2192-12 du code de la commande publique.

Lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à la date d'exécution des prestations, le délai de paiement court à compter de la date d'exécution des prestations conformément à l'article R.2192-13 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2192-27 du code de la commande publique, lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu une seule fois par l'Acheteur.

Ce délai sera interrompu en cas de contestation de facture de la part de la CPAM du HAINAUT signifié par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception conformément à l'article R.2192-28 du code de la commande publique.

A l'expiration du délai de paiement, l'AMO/Programmist a droit automatiquement au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles L 2192-13, R 2192-31 à 34 et D 2192-35 à 36 du code de la commande publique.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros par facture.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

14.6 Règlement en cas de co-traitants ou de sous-traitants payés directement

Il est fait application de l'article 12.1 du CCAG.PI. En cas de groupement conjoint ou solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

PARTIE IV – SUSPENSION - RESILIATION DU MARCHE – RESPONSABILITES – ASSURANCES - DEROGATIONS AU CCAG PI

ARTICLE 15 – SUSPENSION - ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

15.1 Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations qui font l'objet du présent marché, à l'issue de chacune des phases définies à l'article 6.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donnera lieu à aucune indemnité.

15.2 Suspension des prestations

Pour la suspension des prestations, il est fait application de l'article 24 du CCAG PI.

ARTICLE 16 – RESILIATION DU MARCHE

Par dérogation à l'article 41.5 du CCAG-PI, la notification du décompte par l'acheteur au titulaire doit être faite au plus tard 3 mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 27 et 36 à 39 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

16.1 Résiliation du fait du maître de l'ouvrage

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, le Maître d'ouvrage peut, à tout moment, mettre fin à la mission de l'AMO/Programmist sans que ce dernier ait manqué à ses obligations contractuelles (pour motif d'intérêt général). Cette décision ne donnera lieu à aucune indemnité du titulaire.

16.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particuliers

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 37 et 39 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%.

Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 37.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

Par ailleurs, si après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire refuse de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du code du travail, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

16.3 Résiliation pour événements extérieurs au marché ou liés au marché

Il est fait application des articles 37 et 38 du CCAG listant les cas de résiliation particuliers liés à des événements extérieurs ou en lien avec le marché.

Dans le cadre de l'hypothèse de l'article 37.2 :

Tout jugement ordonnant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au maître de l'ouvrage. Il en va de même de tout jugement ou de toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

En cas de redressement judiciaire, conformément à l'article L 622-13 du Code de Commerce, le maître de l'ouvrage adresse à l'administrateur judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché dans un délai d'un mois à compter de la réception de la demande.

En cas de réponse négative, ou de l'absence de reprise dans le délai d'un mois à compter de l'accusé de réception de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée.

Ce délai d'un mois peut être prolongé ou réduit si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur une prolongation ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, ou du titulaire, de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

En cas de liquidation judiciaire, conformément à l'article L 641-10 alinéa 2 du Code de Commerce, la résiliation du marché est prononcée sauf si après mise en demeure du liquidateur, ce dernier indique reprendre les obligations du titulaire.

La résiliation, si elle est prononcée, prend effet à la date de l'événement. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

16.4 Exécution au frais et risques du titulaire

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, en cas de résiliation du marché prononcée en vertu des articles 37, 38 et 39 du CCAG-PI, l'acheteur peut, dans un délai de 30 jours à compter de la décision de résiliation, passer aux frais et risques du titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non encore réceptionnées.

Conformément à l'article 27.4 du CCAG-PI, l'augmentation de dépenses, par rapport au prix du marché, qui résulterait de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire reste à sa charge. La diminution de dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 17 – CONFIDENTIALITE – MESURE DE SECURITE

Le titulaire, l'acheteur, ainsi que son représentant, qui à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs, notamment à l'objet du marché, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire, de l'acheteur, ainsi que de son représentant, sont tenus de prendre toute mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties du marché.

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter la loi n°78-17 du janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le titulaire s'engage, ainsi que ses sous-traitants à respecter le règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du

traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit règlement RGPD).

Le titulaire s'engage, ainsi que sous-traitants à respecter l'ordonnance n°2018-1125 du 12 décembre 2018 relative à la protection des données personnelles.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le représentant de l'acheteur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature, par les parties au marché, d'un avenant.

Pour assurer cette protection, il incombe au représentant de l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité, indiquées dans les documents particuliers du marché, s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, le titulaire est tenu de respecter ces mesures.

Il ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du contrat.

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

Le titulaire, ainsi que ses sous-traitants, s'engagent à respecter toute consigne donnée par les autorités compétentes.

ARTICLE 18 – MODIFICATION DU MARCHE – CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2191-1 du code de la commande publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du code de la commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du code de la commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du code de la commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

Dans le cas d'évènements pouvant altérer l'équilibre financier du marchés (ex : inflation, pandémie, ou autres évènements imprévisibles indépendant de la volonté du titulaire) et sur présentation de justificatifs fournis par le titulaire. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, afin de ne pas compromettre la bonne exécution du marché et bouleverser son équilibre financier modifier la clause de variation de prix comme suit : les prix du marché pourront être révisés, à la date d'anniversaire du marché, selon la formule suivante :

$$P = P_o [(0,15 + 0,85 (I / I_o))]$$

P = prix révisé

P_o = prix d'origine correspondant au mois M_o

L'index de référence I, publiés au Moniteur des Travaux Publics ou au Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, est l'index **ING Ingénierie**.

ARTICLE 19 – OBLIGATION DE CONSEIL

Le titulaire du marché, expert en son domaine de compétence a une obligation de conseil vis-à-vis de l'acheteur. Le titulaire doit signaler à l'acheteur, tout acte, fait, élément pouvant nuire à la bonne exécution du marché dans les règles de l'art.

ARTICLE 20 – ASSURANCES

Avant tout commencement d'exécution, le prestataire justifie qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités qu'il est susceptible d'encourir du fait de l'accomplissement de ses prestations.

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI, et sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d'être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de 10 jours ouvrés à compter de la demande du maître d'ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'exigence de la mission.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le candidat a réglé les primes afférentes.

Par dérogation à l'article 18 du CCAG-PI, aucune assurance des moyens mis à la disposition ne sera demandée au titulaire du présent marché.

ARTICLE 21 – DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

L'Acheteur informe le Titulaire qu'il sera tenu de remettre tous les 6 mois et jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- ✎ Attestation de vigilance justifiant de la fourniture des déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales auprès des organismes de l'URSSAF.
- ✎ Extrait de l'inscription au registre du commerce (*K ou K-BIS*) ou au répertoire des métiers, ou un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises (*CFE*) pour les entreprises en cours d'inscription

Les pièces et attestations demandées ci-dessus, peuvent également être déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne, mise à disposition gratuitement, par l'acheteur, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

En cas de non-remise de ces documents dans les délais, l'Acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant de 15 €, par jour ouvré de retard.

Il est précisé que l'Acheteur se réserve la possibilité de résilier le marché aux torts du Titulaire sans droit à indemnités si celui-ci ne respecte pas son engagement.

ARTICLE 22 – DOCUMENTS A RETOURNER A L'ACHETEUR

Dès la notification du marché, si le Titulaire est concerné, les documents suivants lui seront adressés par voie électronique :

- ↳ Le livret de sécurité du prestataire : l'informant des conditions, d'accès aux sites, d'accès aux locaux, d'accès aux locaux sensibles, des clauses de confidentialité, le rappel des dispositions générales de sécurité et les contacts.
- ↳ Le protocole de sécurité : concernant les opérations de déchargement devront se faire dans le respect des normes de sécurité (*art. R 4515-4 à 11 du code du travail*).

A réception, le Titulaire disposera d'un délai de 15 jours calendaires pour confirmer à l'Acheteur par retour de courriel la bonne transmission de ces informations à l'ensemble de son personnel intervenant sur site et le cas échéant retourner le ou les document(s) dûment daté(s) et signé(s).

En cas de non-remise de ces documents dans les délais, l'Acheteur se réserve la possibilité d'appliquer une pénalité d'un montant de 15 €, par jour ouvré de retard.

ARTICLE 23 – SAISIE ARRET

Si le marché est conclu avec un groupement de cotraitants solidaires, le comptable assignataire du marché auprès duquel serait pratiquée la saisie-arrêt du chef d'un des cotraitants retiendra sur les prochains ordres de paiement émis au titre du marché l'intégralité de la somme pour sûreté de laquelle cette saisie-arrêt a été faite.

ARTICLE 24 - REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litiges résultant de l'application des clauses du présent marché, la loi française est seule applicable. La procédure à suivre par le Titulaire en cas de différend avec l'Acheteur est celle exposée à l'article 43 du CCAG-PI.

Les parties cocontractantes s'engagent à rechercher une solution amiable à ces différends, avant de saisir un tribunal.

En cas d'échec de la conciliation amiable, les parties contractantes peuvent recourir à l'arbitrage tel qu'il est réglé par le livre IV du Nouveau Code de Procédure Civile. Le tribunal en charge de traiter les litiges nés de l'exécution du présent marché sera le Tribunal Judiciaire de Lille.

ARTICLE 25 - DEROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	Articles du CCP dans lesquels sont introduites ces dérogations
4.1	2
28.4.2	7
14.1, 14.1.2, 14.1.3	8
28.3	9
16.1	10.1
10.2.4	13.3
41.5	16
36	16.1
27.1	16.4
9.2 et 18	20